



ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0202

du 30 JUIN 2022

*DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX*

Portant modification à compter du **01/07/2022** du tarif horaire applicable aux bénéficiaires de **l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, et de la Prestation de Compensation du Handicap**, pour les interventions réalisées par le CCAS de Châtelleraut en mode prestataire

RENDU EXECUTOIRE LE

13 JUIL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération du 17 décembre 2021 du Conseil Départemental de la Vienne relative au budget départemental primitif pour 2022 ;

VU l'arrêté n°2007 DISS/SSP-004 du 20 février 2007 portant autorisation au service d'aide à domicile géré par le CCAS de Châtelleraut ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0182 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré au CCAS de Châtelleraut ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 28 septembre 2018, l'avenant n° 1 signé le 6 juillet 2020, l'avenant n° 2 signé le 10 février 2021 et l'avenant n° 3 en cours de signature entre le Département de la Vienne et le CCAS de Châtelleraut ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

.../...

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le tarif horaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ainsi que de la Prestation de Compensation du Handicap, applicable aux bénéficiaires du service d'aide à la personne du CCAS de Châtellerauld est fixé comme suit :

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 :

22,50 € par heure pour des interventions de la semaine, les dimanches et jours fériés.

ARTICLE 2 : Au titre de la continuité de la préfiguration sur la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 août 2022, la dotation est calculée selon les activités prévisionnelles 2022 pour l'APA et la PCH répartie sur 8 mois, soit 14 997 €.

ARTICLE 3 : L'Allocation Personnalisée d'Autonomie et la Prestation de Compensation du Handicap à domicile sont versées directement au service à la personne concerné intervenant sur un mode prestataire, sur présentation d'une facture indiquant précisément la prestation rendue.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai **d'un mois** à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun - 33074 BORDEAUX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **30 JUIN 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON